

Le financement de l'économie

Eléments de correction

1. Rappelez le rôle des banques dans le financement de l'économie et précisez d'où proviennent les fonds qu'elles prêtent.

Le rôle des banques dans le financement de l'économie est de collecter la monnaie des agents économiques à capacité de financement (ménages principalement) et de prêter la monnaie collectée aux agents économiques à besoin de financement (entreprises, collectivités...) afin qu'ils puissent investir et consommer au profit du développement de l'activité économique et donc de la croissance économique.

Les banques jouent alors un rôle d'intermédiaire entre les agents à capacité de financement et ceux qui ont un besoin de financement. On parle alors d'un mode de financement indirect de l'économie.

Les ressources des banques proviennent :

- Des dépôts de leurs clients
- Des opérations qu'elles effectuent sur les marchés financiers
- Des opérations effectuées sur le marché interbancaire : emprunts entre banques ou refinancement auprès de la banque centrale (détention de « monnaie banque centrale »)

2. Le pouvoir de création monétaire d'une banque est-il infini ?

Les banques ne peuvent pas octroyer autant de crédits ni créer autant de monnaie qu'elles le veulent en raison de risques importants (faillite de la banque et inflation).

Il existe deux limites à leur activité :

La réglementation bancaire, qui fixe les règles de prudence :

- les banques commerciales doivent détenir un montant minimal sur leur compte à la banque centrale, proportionnel au montant des dépôts de leurs clients sur leurs comptes ;
- le montant de leurs fonds propres (capital, réserves, etc.) doit être proportionnel aux risques des crédits accordés. La création monétaire par le crédit s'accompagne donc d'un renforcement des besoins de capital pour les banques ; niveau de fonds propres par rapport aux crédits accordés : 8 %.
- elles doivent mettre en place des procédures de contrôle interne afin d'apprécier la capacité de remboursement des emprunteurs et limiter ainsi les risques de défaut de paiement.

La politique monétaire de la Banque centrale. La banque centrale gère la masse monétaire en circulation afin qu'elle soit adaptée aux besoins des agents économiques.

Elle doit s'assurer qu'il y ait suffisamment de monnaie dans l'économie (pour permettre un accroissement des échanges économiques) mais pas trop non plus (éviter la récession et l'inflation).

Pour agir sur le niveau de création monétaire dans l'économie, la banque centrale utilise son taux d'intérêt directeur. Ce taux détermine le coût du refinancement des banques (coût de

l'argent sur le marché interbancaire). Ce taux influence lui-même le taux des emprunts accordés par les banques aux agents économiques.

La variation du taux directeur a deux effets principaux contradictoire sur le niveau de l'activité économique et sur le niveau des prix. Un faible taux directeur aura tendance à faciliter l'activité économique (crédit peu cher) mais avec un risque d'inflation. Un taux directeur élevé aura les effets inverses.

Dans la zone euro, un objectif de stabilité des prix est assigné à la BCE : taux d'inflation légèrement inférieur à 2 %. Elle ajuste donc son taux directeur en fonction du niveau des prix dans la zone euro (depuis mars 2016, le taux directeur de la BCE est à 0 %).

3. Quel est l'impact du développement des marchés financiers sur le rôle des banques dans le financement de l'économie.

Le développement des marchés financiers correspond au mode de financement direct de l'économie. Les agents à besoin de financement (entreprises) collectent directement l'épargne des agents à capacité de financement sur les marchés financiers (actions ou obligations).

Par conséquent, le rôle des banques comme intermédiaire dans le financement (collecte de l'épargne et crédit) se trouve amoindri.

Elles ont réagi en élargissant leurs activités pour devenir des intermédiaires de marchés : elles fournissent une expertise permettant d'orienter l'épargne disponible sur les marchés et apporter ainsi aux entreprises le financement dont elles ont besoin.

L'intermédiation de marché répond à une logique de négociation.

L'intermédiation de marché est une activité exercée par une institution financière qui va intervenir sur les différents compartiments des marchés pour son propre compte ou pour celui de sa clientèle.

Ainsi, les banques vont conseiller les entreprises (besoin de financement) sur le montage du dossier, sur le choix des instruments financiers (actions, obligations), sur les conditions offertes (prix d'émission, durée de l'emprunt).

En ce qui concerne les agents à capacité de financement (particuliers, institutionnels et fonds de placement) elles apporteront leurs conseils quant aux placements les plus favorables.

Elles permettent de réduire les coûts de transaction et l'asymétrie d'information.

Ainsi, le développement des marchés financiers n'a pas fondamentalement modifié le rôle des banques qui jouent toujours un rôle d'intermédiaire entre agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. C'est la nature de cette intermédiation qui a été modifiée.

[Une nuance peut être apportée sur le fait que l'intermédiation de marché ne concerne que les plus grosses entreprises qui ont la capacité d'accéder aux marchés financiers. Pour les plus petits acteurs économiques, le rôle traditionnel des banques n'a pas été modifié].

4. Expliquez à quoi correspond le financement participatif et pour quelles raisons ce moyen de financement est de plus en plus utilisé.

Le **financement participatif**, ou **crowdfunding**, est un mécanisme de financement qui permet de récolter des fonds auprès d'un large public (le plus souvent via Internet) en vue de financer un projet créatif ou entrepreneurial.

Il existe trois grandes catégories de plateformes de financement selon que celles-ci sont basées sur des dons, des prêts ou des investissements en fonds propres.

Les raisons de son développement :

- Il peut être moins coûteux d'emprunter des fonds par ce biais que via l'intermédiation bancaire en raison de taux plus attractifs, voire inexistants. De plus, certaines entreprises n'ont pas la taille suffisante pour accéder aux marchés financiers classiques.
- La communauté d'internautes n'investit pas uniquement sur des critères financiers, elle peut être sensible à un projet particulier. Les investisseurs connaissent la teneur du projet à financer et sont donc plus intéressés par sa réussite.
- C'est un mode de financement qui privilégie le lien social et de proximité pour collecter des fonds sur Internet grâce aux réseaux sociaux. Généralement, un grand nombre d'épargnants apportent chacun des petites sommes qui permettent d'atteindre des montants importants pour financer le ou les projets proposés (don, prêt ou investissement de fonds propres). Lien avec l'économie sociale et solidaire qui est elle-même en plein essor.

En 2015, ce sont 1,75 million de français qui ont réalisé un acte de crowdfunding.

- Enfin, la démarche de levée de fonds est moins complexe, et le porteur du projet peut renouveler sa démarche.
- Et, afin de faire émerger en France un leader mondial de ce mode de financement, le gouvernement s'attache à créer un cadre réglementaire propice à son développement.

Le marché du financement participatif est en pleine croissance avec 133,2 millions d'euros collectés au premier semestre de 2015 contre 66,4 millions au premier semestre 2014, soit environ 2 fois plus (augmentation de 100 %).